



**HAL**  
open science

# De l'eurosepticisme léger à l'anti-européanisme radical : la crise des réfugiés de 2015 dans les débats politiques des pays de l'Europe centrale et orientale

Sergiu Miscoiu

► **To cite this version:**

Sergiu Miscoiu. De l'eurosepticisme léger à l'anti-européanisme radical : la crise des réfugiés de 2015 dans les débats politiques des pays de l'Europe centrale et orientale. L'Europe transculturelle dans le monde global. Transcultural Europe in the Global World, Presses Universitaires de Paris Nanterre, pp.295-312, 2023, 978-2-84016-517-0. hal-04069980

**HAL Id: hal-04069980**

**<https://hal.science/hal-04069980>**

Submitted on 2 May 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

**"De l'euroscpticisme léger à l'anti-européanisme radical : la crise des réfugiés de 2015 dans les débats politiques des pays de l'Europe centrale et orientale",** In: Alessandro Benucci, Silvia Contarini, Gonçalo Cordeiro, Graça Dos Santos, José Manuel Esteves (Eds.), *L'Europe transculturelle dans le monde global. Transcultural Europe in the Global World*, Paris, Presses Universitaires de Paris Nanterre, 2023, pp. 295-312.

Sergiu Mişcoiu

## **Introduction**

En 2015, en marge des guerres civiles syrienne et irakienne, confrontée à une vague de réfugiés sans précédent ayant affecté ses Etats membres d'une manière très inégale, l'Union Européenne a proposé un système solidariste de quotas de répartition des réfugiés dans l'ensemble du territoire communautaire. L'attitude des pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) par rapport à ce système et plus généralement par rapport à la crise des réfugiés a été partiellement inattendue à Bruxelles et dans les chancelleries des pays fondateurs des Communautés Européennes. Ayant été habitués à des pays appartenant à une région récemment intégrée au sein de l'Union Européenne et qui, malgré leurs réticences plus récentes, étaient d'abord enclins à suivre les consignes de la Commission Européenne ou au moins à harmoniser leurs positionnements avec celle-ci, les instances dirigeantes de l'UE et les gouvernements des pays de l'Europe occidentale ont été frappés par l'absence de tout appétit réel des PECO pour une concertation avec les pays de « l'Ouest » sur la stratégie et les politiques à adopter devant la crise des réfugiés.

L'objectif de notre démarche est d'expliquer les positions des pays de l'Europe Centrale et Orientale en ce qui concerne l'afflux de réfugiés en nous penchant sur les débats politiques qui se sont déroulés dans trois pays représentatifs pour l'ensemble de la région (la Hongrie, la Pologne et la Roumanie) entre l'été 2015 et le printemps 2016, voire durant la période où la crise des réfugiés a profondément marqué l'agenda public. Les débats politiques sur les réfugiés qui ont eu lieu dans les PECO nous intéressent pour deux raisons. D'abord, puisqu'ils reflètent l'état d'esprit des décideurs et de la population et nous permettent d'évaluer la légitimité perçue des institutions nationales et européennes. Et puis, car ces débats font état d'un tournant dans l'évolution de ces pays une décennie après leur adhésion à l'UE : il s'agit d'un véritable point d'inflexion qui inaugure le passage de l'euroscpticisme léger, spécifique à la période des années 2000, à un anti-européanisme plus profond qui marque les années 2010 et probablement les années 2020.

Pour ce faire, nous allons, dans un premier temps, nous pencher sur le contexte politique de la région en 2015, en essayant de déterminer les principaux facteurs susceptibles d'influer sur le comportement des pays de la région en relation avec les initiatives et politiques européennes en matière de réfugiés. Par la suite, nous expliquerons la méthodologie que nous avons employée dans l'enquête qui nous a permis d'analyser les discours et les débats politiques concernant les réfugiés qui ont lieu dans les trois PECO mentionnés ci-dessus. Enfin, en les traitant d'abord manière séparée et puis d'une manière comparative, nous mettrons en exergue les spécificités et les différences de ces pays dans leurs approches respectives de la question des réfugiés, tout en montrant comment les discours dominants basculent d'une version relativement légère d'euroscpticisme déjà enraciné à une variante plus radicale d'euroscpticisme dur et même d'anti-européanisme assumé.

**Le contexte (géo)politique de 2015 en Europe centrale et orientale : douter la force et la légitimité de l'Union Européenne**

Trois éléments du contexte de l'année 2015 semblent avoir été déterminés les réactions des dirigeants politiques et des populations de la région par rapport de la crise des réfugiés.

En premier lieu, 2015 est la première année où les PECO peuvent effectivement jouir des résultats de la reprise économique entamée en 2013 et concrétisée en 2014, une reprise lente et compliquée qui survient après la crise économique mondiale de 2008-2011. Les PECO avaient été parmi les pays les plus touchés par la crise, notamment à cause de la profonde emprise de l'idéologie et des politiques néolibérales sur le processus de transition enclenché dans les années 1990. Ainsi, ces pays étaient particulièrement exposés aux flux spéculatifs internationaux, très dépendants des capitaux étrangers et très peu enclins à financer les politiques de protection et de développement social<sup>1</sup>. De ce fait, les gouvernements en place à la fin des années 2000 et au début des années 2010 n'ont pas hésité à appliquer des mesures d'austérité ayant des coûts sociaux très élevés. Si cette traversée du désert a touché à sa fin en 2012, le redressement s'est avéré lent et inconstant, de sorte que la population des PECO ait pu cueillir les premiers fruits d'une nouvelle croissance seulement à la fin de l'année 2014 et au début de 2015. Par conséquent, tout événement susceptible de porter atteinte à ce brin de croissance difficilement retrouvée était perçu comme une menace susceptible de faire replonger ces pays dans des crises pareilles à celle qu'ils venaient de dépasser tout en payant un lourd tribut<sup>2</sup>. Il n'est donc pas étonnant que, dès son déclenchement, la crise des réfugiés fût « classée » par les opinions publiques des PECO comme une menace susceptible de les déstabiliser de nouveau. Les prémisses d'un débat sur l'attitude à adopter à l'égard des réfugiés n'étaient donc point encourageantes.

A ce premier élément contextuel s'ajoute un deuxième, tout aussi important. 2015 est l'année d'une série d'attentats terroristes sans précédent, à commencer par les attaques de Charlie Hebdo et du Hyper-Kacher et en culminant avec les attaques du Bataclan (les deux en plein Paris), sans oublier les attaques islamistes perpétrées à Copenhague, à Berlin, à Cologne et à Londres. Ces attentats en série ont produit un tournant dans la perception des citoyens des PECO : désormais, ce n'est plus l'Europe centrale et orientale qui est vulnérable et qui a besoin de l'aide et de la protection d'une Europe occidentale forte et stable, mais c'est tout le contraire. L'Europe de l'Ouest est perçue tout d'un coup non seulement comme une région en proie à l'insécurité, mais aussi comme un conglomerat d'Etats potentiellement exportateurs de terrorisme, à la faveur de la libre circulation, notamment au sein de l'Espace Schengen<sup>3</sup>. Dans ces circonstances, les « directives de Bruxelles » et, plus généralement, les demandes des pays de l'Europe occidentale en matière de sécurité et d'immigration deviennent de moins en moins susceptibles d'être suivies par des PECO qui essaient avant tout de se protéger.

Enfin, le contexte de 2015 est également marqué par une atmosphère de retour à la confrontation des grandes puissances militaires et géopolitiques. Il s'agit d'abord de la consolidation de la présence des Etats-Unis dans la région, tout particulièrement à travers l'installation des composants du bouclier antimissile en Pologne et en Roumanie, opération censée renforcer la protection des espaces aériens de ces deux pays-clé du flanc oriental de l'OTAN. Cette opération stratégique, officiellement censée être dirigée contre les menaces potentielles en provenance du Proche et du Moyen Orient, a provoqué une vague de critiques d'une virulence sans précédent de la part de la Russie<sup>4</sup> qui, elle, avait déjà renoué avec les pratiques agressives du temps de l'Union Soviétique, en annexant en 2014 la Crimée et en appuyant les forces sécessionnistes du Donbas, à l'Est de l'Ukraine. En même temps,

---

<sup>1</sup> Franck Lirzin, « L'Union européenne face au défi de la crise des pays d'Europe centrale et orientale », *Question d'Europe*, Fondation Robert Schuman, Centre de Recherches et d'Etudes sur l'Europe, no. 134, 2009.

<sup>2</sup> V. *l'Eurobaromètre* d'automne 2015, <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2098> (consulté le 11 décembre 2022).

<sup>3</sup> Sergiu Gherghina, Sorina Soare et Sergiu Mișcoiu, « How far does nationalism go? An overview of populist parties in Central and Eastern Europe », dans : Reinhard C. Heinisch, Christina Holtz-Bacha, Oscar Mazzoleni (dir.), *Political Populism. A Handbook*, Francfort-sur-le-Main, Ed. Nomos, 2021, pp. 193-208.

<sup>4</sup> Andrew E. Kramer, « Russia Calls New U.S. Missile Defense System a 'Direct Threat' », *New York Times*, 13 mai 2016, p. 7.

Moscou a accéléré sa politique d'influence dans plusieurs pays européens, de même qu'aux Etats-Unis, et a multiplié les actions d'intrusion dans la vie politique des PECO, en essayant de se rapprocher des gouvernements hongrois et serbe et de soutenir activement les forces eurosceptiques et antioccidentales dans les autres pays<sup>5</sup>. Qui plus est, un troisième acteur de poids avait émergé en 2015 : l'Etat Islamique. A l'époque, Daesh était au pinacle de son développement et de son étatisation, en régnant sur des vastes territoires en Syrie et en Irak et en étendant ses menaces sur plusieurs pays de la région et d'Europe à travers des attentats terroristes<sup>6</sup>. Dans cette conjoncture géopolitique marquée par le retour aux enjeux sécuritaire, à la militarisation des conflits et à la confrontation des grandes puissances, l'Union Européenne était perçue par un nombre croissants d'Européens de l'Est comme un acteur impuissant, le risque étant de transformer le Vieux Continent, comme aux temps de la Guerre Froide, dans un arène d'affrontement entre les géants politico-militaires extérieurs à celui-ci. Devant la perspective d'un « clash des titans », sans être en rien un bloc géo-politico-militaire, l'UE n'était point vue comme étant capable et en droit d'imposer des directions à suivre par ses pays membres.

Nous pouvons donc conclure que le contexte de 2015 était particulièrement peu propice à la fois à l'accueil des réfugiés en provenance du Proche et du Moyen Orient et à l'application par les autorités nationales des décisions prises au niveau de l'Union Européenne. Au contraire, ce contexte se prêtait plutôt à être spéculé par les forces nationalistes, eurosceptiques et souverainistes pour atteindre leurs objectifs à travers des campagnes et des débats ayant au centre la crise des réfugiés.

## Méthodologie

Pour évaluer la manière dont la crise des réfugiés a été utilisée dans les combats politiques des PECO, nous avons, d'abord, procédé au choix des pays à étudier. Sur la base des connaissances antérieures sur le type de culture politique et sociétales des PECO<sup>7</sup>, nous nous sommes arrêté sur trois d'entre eux qui représentaient, a priori, trois cas suffisamment différents pour être révélateurs de ce qui se passe dans l'ensemble de la région : la Hongrie (avec un positionnement ferme à l'égard de l'accueil des réfugiés), la Roumanie (positionnement oscillatoire et hésitant) et la Pologne (positionnement ayant radicalement changé durant la crise).

L'intervalle retenu pour notre analyse a été juin 2015-mars 2016, puisque durant cette période de dix mois le nombre d'articles et de reportages portant sur la crise des réfugiés présentés dans les principaux médias de ces trois pays a été trois fois plus élevé que dans les autres mois des années 2015 et 2016<sup>8</sup>. Il s'agit donc bien de l'intervalle où cette crise a été considérée comme une préoccupation importante pour les establishments politico-institutionnels et médiatiques des PECO.

Dans ces trois pays, nous avons opéré une analyse des discours et des déclarations publiques officiels des Présidents (dans les cas de la Roumanie et de la Pologne, en excluant le Président de la

---

<sup>5</sup> Yves Boyer, « La crise de l'Union européenne, les pays d'Europe centrale et orientale et la Russie », *Revue Défense Nationale*, vol. 801, no. 6, 2017, pp. 106-112.

<sup>6</sup> Joby Warrick, *Sous le drapeau noir : enquête sur Daesh*, Paris, Le Cherche-Midi, 2016.

<sup>7</sup> V. Sergiu Mișcoiu et Nicolae Păun (dir.), *Intégration et désintégration en Europe Centrale et Orientale. Cahiers FARE no. 9*, Paris, l'Harmattan, 2016 ; Sergiu Gherghina et Sergiu Mișcoiu (dir.), *Democratizare și consolidare democratică în Europa Centrală și de Est*, Iași, Institutul European, 2014 (« Démocratisation et consolidation démocratique en Europe centrale et orientale ») ; Sergiu Gherghina et Sergiu Mișcoiu (dir.), *Instituții și comportament politic în România și noile democrații europene. Perspective comparate*, Cluj-Napoca, Editura Fundației pentru Studii Europene, 2013, (« Institutions et comportement politique en Roumanie et dans les nouvelles démocraties européennes. Perspectives comparatives ») ; Sergiu Mișcoiu (dir.), *Transitions et démocratisation en Roumanie. Illusions, mythes et défis/Transitions and democratisation in Romania. Illusions, Myths and Challenges*, Cluj-Napoca, Editura Fundației pentru Studii Europene, 2012.

<sup>8</sup> Analyse opérée sur un total de 4521 articles et documentaires portant sur le sujet des réfugiés publiés dans la presse hongroise, roumaine et polonaise entre janvier 2015 et décembre 2016.

Hongrie, qui a seulement des compétences quasi-honorifiques), des Premier ministres (Roumanie, Pologne et Hongrie), des chefs des principaux partis de l'opposition et, selon le cas, de leurs porte-paroles sur les questions de migration et de sécurité (de tous les partis parlementaires d'opposition et des partis extra-parlementaires mais crédités par les sondages comme ayant des chances d'accéder au Parlement) et des fédérations de la société civile les plus importantes. En tout, 314 discours et déclarations publiques ont été choisis et épluchés à travers le programme MAXQDA, qui permet d'établir des récurrences et des correspondances entre des mots et des expressions, en rendant des données quantitatives qui se prêtent à une analyse de contenu détaillée. Par la suite, en nous inspirant des modèles consacrés<sup>9</sup>, nous avons interprété les données rendues par le logiciel en essayant de corrélérer les éléments de contenu avec les éléments contextuels et de composer une narration logique sur la base de ceux-ci.

Dans les sections suivantes, nous présenterons synthétiquement l'analyse des cas hongrois, polonais et roumain, dans leurs contextes historiques respectifs, avant de tirer quelques conclusions sur l'ensemble de la région.

### **La Hongrie : « Pas du tout et jamais ! »**

Le contexte spécifique de la Hongrie au milieu des années 2015 est celui du renforcement du souverainisme et du retour aux valeurs, des principes et des politiques centrées sur de l'identité nationale. Opéré depuis 2010, avec l'avènement d'un gouvernement conservateur dirigé par Viktor Orbán, ce retour à la centralité nationale devient de plus en plus marqué notamment à travers des réformes dans les secteurs de l'éducation, de la culture et de la justice, pour n'en citer que trois<sup>10</sup>. Dans ce contexte, la tentative de plusieurs milliers de réfugiés et de migrants clandestins de pénétrer sur le territoire hongrois notamment afin de passer par la suite à travers l'Autriche en Allemagne et dans les pays du Nord a représenté une bonne opportunité pour le régime de Budapest de faire une démonstration de ce qu'il entend par souverainisme à l'ensemble des pays européens<sup>11</sup>. D'autant plus que, malgré les multiples incidents qui ont émaillé la saga des réfugiés sur le sol hongrois, la Commission Européenne a proposé de reloger quelques 800 réfugiés supplémentaires en Hongrie pour que ce pays atteigne le nombre total de réfugiés qui lui était alloué à travers le système de quotas.

Vu l'emprise solide du parti gouvernemental (le FIDESZ) sur l'ensemble des institutions et l'opposition manifeste d'une bonne partie de la population hongroise à l'idée d'accueillir des réfugiés, les autorités de Budapest se sont permis d'organiser des débats nationaux qu'elles ont naturellement contrôlés et guidés. Lors de ces débats, la position favorable à l'acceptation du système des quotas européens a été marginalisée et presque ridiculisée, de même que les tentatives d'opposition par rapport à l'attitude intransigeante de Budapest face à l'accueil des réfugiés<sup>12</sup>. Si le parti au pouvoir a profité de la faiblesse de l'opposition socialiste et libérale, empêtrée dans des affaires de corruption datant du milieu des années 2000 et étant donc particulièrement impopulaire, il a été bousculé par l'opposition d'extrême-droite, représentée à l'époque par Jobbik, qui a fustigé l'absence de fermeté des mesures prises par le gouvernement, en demandant l'expulsion immédiate de tous les étrangers en situation irrégulière. Afin de ne pas se faire dépasser sur sa droite, le gouvernement renforça le discours et les mesures qui démontraient son opposition à l'accueil des réfugiés (y compris, entre autres, le limogeage

---

<sup>9</sup> Damon Mayaffre et Laurent Vanni, *L'intelligence artificielle des textes : Des algorithmes à l'interprétation*, Paris, Honoré Champion, coll. « Lettres numériques », 2021.

<sup>10</sup> Paul Gradwohl, « Orbán et le souverainisme obsidional », *Politique étrangère*, no. 1, 2017, pp. 35-45.

<sup>11</sup> <https://www.lesechos.fr/2015/09/incidents-a-la-frontiere-serbo-hongroise-254017> (Consulté le 15 décembre 2022).

<sup>12</sup> Manon-Nour Tannous, « “Les réfugiés syriens envahissent l'Europe” », dans : Manon-Nour Tannous (dir.), *La Syrie au-delà de la guerre. Histoire, politique, société*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2022, pp. 145-152.

du Ministre de l'Intérieur pour inaction), en les agréant d'une attitude de plus en plus eurosceptique<sup>13</sup>.

Contre cette hégémonie discursive du parti gouvernemental, ce furent notamment les organisations de la société civile et plus particulièrement les filiales des ONG internationales qui ont tenté d'orchestrer des contre-campagnes. Deux épisodes de ces campagnes semblent significatifs. Le premier a eu lieu au début de l'été 2015, lorsque des militants pour les droits de l'homme ont dénoncé l'usage des barbelées et des bergers allemands par les autorités hongroises à la frontière avec la Serbie qu'ils ont comparé aux dispositifs similaires installés dans les camps de concentration durant la Seconde Guerre mondiale. Des images de réfugiés tentant de passer par-dessous des barbelés et se faisant aboyer par les chiens de patrouilles hongroises ont été largement diffusées en ligne et ont engendré un onde d'émotion surtout au sein de l'opinion publique occidentale<sup>14</sup>. Afin de contrecarrer les effets de ces images, les autorités hongroises ont remplacé les barbelés par des grilles électrifiées, moins visibles mais plus efficaces et surtout plus létales, et ont renforcé la surveillance à travers le déploiement d'une nouvelle génération de drones.

Le second moment intense de cette campagne de sensibilisation a été dû à l'effet créé par la juxtaposition des photos de réfugiés hongrois d'octobre 1956, quand l'Armée Rouge avait maté la « rébellion du gouvernement déviationniste d'Imre Nagy », en provoquant l'exode de quelques 300.000 Hongrois, bien accueillis par les Occidentaux<sup>15</sup>, et celles de 2015, avec les réfugiés refoulés à la frontière par les autorités de Budapest. Cette fois-ci, Viktor Orbán a choisi la voie de la confrontation directe, en expliquant que la différence de traitement dans les deux cas est naturelle, puisque les Hongrois étaient « totalement compatibles » avec la « civilisation européenne », alors que les « migrants économiques » de Syrie et d'Irak « ne le sont évidemment pas »<sup>16</sup>. Ces propos, assez peu repris et commentés par les quelques journaux de la presse étrangères qui ont été informées des déclarations du Premier ministre hongrois, ont jeté les bases de cette ligne de réaction encore plus radicale que la précédente. Il s'est agi dès lors d'affirmer la thèse de la « voie unique en Europe » de la Hongrie, qui, à la différence des autres, ne minimise pas les conséquences de l'immigration sur le mode de vie européen, et de pratiquer une politique volontariste et souveraine en la matière.

La stratégie d'Orbán et du FIDESZ de faire plein usage de la question des réfugiés comme facteur de légitimation du souverainisme et puis comme munition politico-électorale s'est avérée lucrative : si au printemps 2015, le parti au pouvoir a raté deux élections partielles, ce qui a entraîné la perte de sa majorité de deux tiers au Parlement, sa popularité allait remonter dès l'automne 2015. A plus long terme, l'action et le discours « ferme » en matière de réfugiés lui ont permis de remporter haut-la-main les élections législatives de 2018. Selon les sondages, quatre Hongrois sur cinq ont apprécié l'attitude du Premier ministre durant la crise des réfugiés et neuf votants du FIDESZ sur dix ont motivé leur choix par la pertinence de l'action gouvernementale de l'été 2015<sup>17</sup>.

### **La Roumanie : « Un peu, s'il est vraiment obligatoire ! »**

La crise des réfugiés de 2015 a trouvé la Roumanie dans un contexte de cohabitation entre le libéral Klaus Iohannis, qui avait remporté à la surprise générale l'élection présidentielle de novembre

---

<sup>13</sup> Georges Mink, « L'Europe centrale à l'épreuve de l'autoritarisme », *Politique étrangère*, no. 2, 2016, pp. 89-101.

<sup>14</sup> Margit Fehér, « Hungary Plans Security Fence on Serbia Border to Keep Out Migrant », *Wall Street Journal*, 18 June 2015, p. 14 (consulté le 2 janvier 2023).

<sup>15</sup> Gusztáv D. Kecskés, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun : l'accueil en Occident des réfugiés hongrois de 1956 », *Relations internationales*, vol. 172, no. 4, 2017, pp. 127-142.

<sup>16</sup> Interview accordée par Viktor Orbán à la Radio Nationale Hongroise, 2 août 2015.

<sup>17</sup> <https://vs.hu/kozelet/osszes/ketharmdos-fidesz-gyozelmet-jelez-a-median-0405> (consulté le 15 décembre 2022).

de 2014, et le candidat battu lors de cette élection, le socio-démocrate Victor Ponta. Ce dernier, malgré sa défaite, est resté au poste de Premier ministre, fort d'une majorité parlementaire limitée mais fidèle dont il disposait encore tout au long des trois premiers trimestres de 2015. Par contre, en novembre, suite à un grand scandale de corruption qui a éclaté en marge d'un incendie déclaré dans un club bucarestois soldé avec plusieurs dizaines de décès<sup>18</sup>, le Premier Ministre est poussé à la démission et, faute d'une majorité parlementaire, le Président s'entend avec la quasi-totalité des partis représentatifs afin d'appuyer la constitution d'un gouvernement de technocrates, dirigé par un ancien commissaire européen, Dacian Cioloș.

Ce contexte politique évolue parallèlement mais indépendamment du déroulement de la crise des réfugiés qui a concerné la Roumanie plutôt d'une manière indirecte. N'étant pas membre de l'Espace Schengen et étant plutôt à la marge qu'au centre des routes de migration Sud-Est – Nord-Ouest, la Roumanie n'a pas présenté d'intérêt pour les réfugiés en tant que pays de passage et encore moins en tant que pays de destination. Sans faire l'objet d'un nombre important de demandes d'entrées sur son territoire, dès le début de la crise, la Roumanie a adopté une position qui consistait à critiquer les pays qui refoulaient les réfugiés (et notamment la Hongrie), tout en essayant d'éviter l'adoption au niveau européen d'une décision la forçant d'en accueillir. Ainsi, la Roumanie vote contre le système des quotas sans pour autant défendre d'une manière vocale son positionnement<sup>19</sup>. Un fois la décision entérinée, les autorités roumaines ont déployé des efforts afin de limiter pour des raisons administratives et logistiques l'application de la décision de reloger les quelques 6200 réfugiés qui lui revenaient conformément au système de quotas.

Le changement d'équipe gouvernementale de novembre 2015 n'affecte en rien cette stratégie qui a bénéficié d'un support implicite de la part de l'opinion publique et contre laquelle les critiques ont été bien chétives. Les quelques voix dissidentes provenaient de deux zones opposées de l'échiquier idéologique. D'un côté, de la part d'une droite conservatrice, dirigée par l'ancien Président Traian Băsescu, qui voulait saisir l'opportunité de la crise des réfugiés afin de provoquer un débat sur la question de l'islam – un débat qui aurait été inédit pour la Roumanie, vu le nombre très limité de musulmans présents en Roumanie<sup>20</sup>. Mais cette tentative fut un échec, dans la mesure où les autorités gouvernementales se sont montrées de toute manière très réticentes devant l'accueil des réfugiés. De l'autre côté, des organisations pour la défense des droits humains se sont insurgées contre l'absence de solidarité affichée par Bucarest face à la crise migratoire, sans avoir une audience qui dépasse les milieux progressistes de gauche, dont les effectifs sont bien faibles en Roumanie.

Si aucune de ces campagnes n'a réussi à mobiliser l'opinion publique d'un côté ou de l'autre, c'est que les Roumains percevaient la crise des réfugiés comme un phénomène qui ne les concernait quasiment pas. Cette perception a été renforcée par l'épisode qui a eu lieu au milieu de l'été 2015, quand, devant l'ensemble des médias réunis pour surprendre en direct l'arrivée clandestine de réfugiés syriens en Roumanie, deux des premiers entrants sur le sol roumain se sont littéralement arrachés les cheveux puisqu'ils espéraient avoir passé en Hongrie et se sont montrés très peu appréciatifs à l'égard de la réputation de leur nouvelle « terre d'accueil ». D'où la conclusion au moins partiellement légitime d'une bonne partie de l'opinion publique roumaine que le système des quotas était inique et inadapté car il forçait les réfugiés de s'établir dans des pays où ils ne voulaient pas mettre le pied.

---

<sup>18</sup> <https://www.la-croix.com/Monde/En-Roumanie-lecons-non-apprises-tragique-incendie-Colectiv-2020-10-30-1201122079> (Consulté le 2 janvier 2023).

<sup>19</sup> <https://www.courrierdesbalkans.fr/crise-des-migrants-la-roumanie-s-oppose-aux-quotas-de-l-ue> (Consulté le 2 janvier 2023).

<sup>20</sup> Antonio Momoc, « Cătă frică îi este lui Traian Băsescu de musulmani ? », Blogurile « Adevărul », 16.09.2015 <https://adevarul.ro/blogurile-adevarul/cata-frica-ii-este-lui-traian-basescu-de-musulmani-1651768.html> (Consulté le 3 janvier 2023).

Le « consensus muet » entre les principales forces politiques sur une conduite ambiguë quant à l'accueil des réfugiés a eu des effets plutôt à moyen et long terme. Il a contribué ultérieurement à la constitution des plateformes eurosceptiques plus radicales pour lesquels la crise migratoire était révélatrice de l'intrusion de l'Union Européenne dans les affaires internes de la Roumanie, la même Union qui pourrait imposer le mariage homosexuel, l'effacement des traditions et des coutumes nationales ou bien l'athéisme<sup>21</sup>. Ainsi, les années à venir ont vu l'émergence de la Coalition pour la Famille, axée sur le combat des droits des minorités sexuelles promus par l'Union Européenne (2017-2018) et de l'Alliance pour l'Unité des Roumains, un parti nationaliste-identitaire, qui a fait une percée spectaculaire au Parlement lors des élections législatives de 2020<sup>22</sup>.

### **La Pologne : « Oui, mais non... »**

Des trois pays retenus pour notre recherche, la Pologne a été le seul qui a connu un changement politique radical durant la période étudiée. D'abord, en mai 2015, l'élection présidentielle donne gain de cause au camp conservateur représenté par Andrzej Duda qui réussit à battre le Président sortant, Bronislaw Komorowski. La crise des réfugiés bat donc son plein lorsqu'une cohabitation houleuse s'installe entre Duda et la majorité centriste et libérale de la Plateforme Civique, les deux camps attendant impatiemment les élections législatives prévues en octobre. Dans ces conditions, la question des réfugiés s'est invitée comme thématique de débat estival d'une manière presque naturelle, malgré le fait que les réfugiés en chair et os pourraient presque être comptés sur les doigts et ceci notamment à cause de l'éloignement géographique de la Pologne de l'axe qui lie le Proche Orient, la Turquie et la Grèce des pays de l'Europe occidentale et nordique.

Même si les autorités de Varsovie n'étaient pas sans savoir que l'accueil des réfugiés était une idée impopulaire, la position du gouvernement libéral de l'époque à l'égard de l'accueil des réfugiés a été fortement influencée par l'ancien Premier ministre (2007-2014) et leader de la Plateforme Civique, Donald Tusk, qui était devenu depuis Président du Conseil de l'Union Européenne. Afin de justifier son positionnement favorable à l'accueil des réfugiés, les autorités polonaises ont organisé des conférences et des débats « orientés » où des intellectuels et des associations et des fondations civiques progressistes ont validé la décision de soutenir les propositions de la Commission Européenne. Il n'est pas étonnant que la conclusion de ces consultations initiales ait été favorable à l'appui du système des quotas initié par l'UE<sup>23</sup>. Mais la manière d'organiser ces discussions publiques a provoqué une frustration profonde au niveau de l'opposition dominée par le Parti Droit et Justice (PiS), qui les a qualifiées de « simulacre de démocratie » et a décidé d'en organiser d'autres, en instillant progressivement la crise des réfugiés au cœur de la campagne électorale des législatives<sup>24</sup>.

C'est à partir de la fin de l'été que le parti gouvernemental et ses soutiens ont perdu le contrôle sur un agenda de campagne rythmé par des nombreuses actions de l'opposition (réunions publiques, manifestations, débats, etc.). Dans les discours des chefs de file de l'opposition ultraconservatrice,

---

<sup>21</sup> V. Sergiu Mișcoiu, « Euro-enthusiasm versus Euroscepticism in Romania. Perceptions and Attitudes towards the EU », Rapport pour la Fondation Friedrich Ebert Foundation (FES) Roumanie, octobre 2021, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/bukarest/18433.pdf> (Consulté le 5 janvier 2023).

<sup>22</sup> V. Sergiu Mișcoiu, Sergiu Gherghina et Dragos Samsudean, « Religion, Homosexuality, and the EU: Grasping the beliefs of Romanian Orthodox priests », dans: *Sexuality, Gender & Policy*, Vol. 5, No. 2, 2022, pp. 108-121 ; Sergiu Gherghina et Sergiu Mișcoiu, « Faith in a New Party: The Involvement of the Romanian Orthodox Church in the 2020 Election Campaign », dans : *Politics, Religion & Ideology*, Vol. 23, Issue 2, 2022, pp. 226-242 ; Ana Pantea et Sergiu Mișcoiu, « Family, Faith and Freedom » for Whom? The Reactions of the Roma Civil Society to the 2020 Re-emergence of the Romanian Far-right, in *Civil Szemle*, Special Issue III, 2022, pp. 147-165.

<sup>23</sup> <https://lepetitjournal.com/varsovie/actualites/migrants-la-pologne-vote-bruxelles-en-faveur-des-quotas-daccueil-57433> (Consulté le 5 janvier 2023).

<sup>24</sup> <https://www.europe1.fr/international/migrants-le-president-polonais-contre-un-systeme-de-quotas-2511813> (Consulté le 1er janvier 2023).



l'inter-thématisme – immigration-insécurité-terrorisme-déchristianisation-dénationalisation – a contribué à la création d'un clivage politico-sociétal total qui s'est avéré profondément nuisible au camp pro-gouvernemental. En reprochant aux libéraux d'avoir « trahi la nation » par le fait d'accepter « l'arrivée massive des Musulmans », les ténors les plus acharnés du PiS ont marqué de nombreux points durant la campagne et ont contribué à la radicalisation de l'électorat conservateur, qui se croyait déjà la victime économique et culturelle d'une euro-mondialisation qui a profité uniquement à « une fine couche de l'élite cosmopolite ». Au fur et à mesure que la campagne avance, dans le discours de l'opposition, la menace représentée par les réfugiés s'amplifie et ceux-ci se transforment dans des « terroristes à visage humain »<sup>25</sup> ou bien dans les « piliers avancés de la géopolitique de la Russie »<sup>26</sup>.

Ce pêle-mêle idéologique et moral entre le danger représenté par l'arrivée des étrangers non-européens, l'abandon du « peuple réel » qui habite le « pays profond », le risque sécuritaire représenté par les possibles menaces terroristes et l'agressivité montante de la Russie a fédéré et mobilisé les mécontents dont les voix se sont massivement portées sur le parti néo-conservateur d'opposition lors des législatives d'octobre 2015. Après l'installation du gouvernement du PiS, les autorités ont procédé à une série de réformes ultra-conservatrices dans différents domaines, en renforçant l'identité catholique et nationale de la Pologne. Une partie de ces mesures ont naturellement visé l'accueil des réfugiés et plus généralement des migrants non-Européens et ont consisté notamment dans la tergiversation de la mise en place des dispositifs prévus par la Commission Européenne<sup>27</sup>.

### **En guise de conclusions : la (dés)union des « frondeurs »**

Dans les trois pays étudiés, la crise des réfugiés de 2015 a eu comme effet le renforcement des courants eurosceptiques. Les proportions de l'accroissement de la méfiance à l'égard de l'Union Européenne ont été quand même différentes : si en Hongrie et en Pologne le terreau eurosceptique déjà existant a opportunément été cultivé par des entrepreneurs politiques d'envergure nationale (les principaux partis de gouvernement et, respectivement, d'opposition), en Roumanie l'éloignement par rapport à la ligne politique tracée par l'Union Européenne a été plutôt implicite<sup>28</sup>.

Mais les ressemblances entre les réactions politiques et sociétales des PECO n'ont pas tardé à être observées et spéculées par les leaders politiques qui cherchaient à se rapprocher pour justifier d'une manière censée leurs exigences d'autonomie par rapport à l'UE. Institutionnellement, la base d'un tel rapprochement a été représentée par le Groupe de Visegrad, lequel, dans les années 1990, avait ironiquement regroupé les pays les plus avancés dans leur transition à la démocratie libérale et à l'économie du marché, qui se disaient désireux et préparés à s'intégrer dans l'espace euro-atlantique – la Pologne, la Hongrie, la République Tchèque et la Slovaquie<sup>29</sup>. Ce groupe, qui s'était progressivement élargi et transformé dans une plateforme de consultations entre les chefs d'Etats et de gouvernements régionaux, a été utilisé à l'initiative des Premiers ministres hongrois et polonais pour une série de rencontres successives qui ont eu lieu dans les années d'après la crise des réfugiés (2015-2019).

En se présentant comme les défenseurs de la civilisation européenne, les leaders de ces pays voulaient jeter les bases d'un mouvement de réforme de l'Union Européenne. Face à « l'inconscience » de l'Occident par rapport à l'afflux de migrants et au « délitement du mode de vie européen », ils

---

<sup>25</sup> Allocution d'une conseillère municipale, 7 octobre 2015.

<sup>26</sup> Discours d'un candidat du PiS à la députation, 12 octobre 2015.

<sup>27</sup> Michał Strzałkowski, « La Pologne persiste sur la voie de l'Europe forteresse », *Euractiv*, 30 mai 2018, <https://www.euractiv.fr/section/migrations/news/fortress-europe-lives-on-in-poland/> (Consulté le 7 janvier 2023).

<sup>28</sup> V. Sergiu Gherghina, Sorina Soare et Sergiu Mișcoiu, « Combaterea euroscepticismului, extremismului, radicalizării și consolidarea încrederii în valorile europene », *Studii de strategie și politici*, SPOS 201, no. 1-2015, Institutul European din Romania, 2016 (*Combattre l'euroscepticisme, l'extrémisme, la radicalisation et renforcer la confiance dans les valeurs européennes*).

<sup>29</sup> Jana Vargovčiková, « Le Groupe de Visegrad, 20 ans après », *Politique étrangère*, no. 1, 2012, pp. 147-159.

prônaient le retour à une Europe « raisonnable », « une Europe des nations », qui devrait reprendre la forme d'un large espace économique et commercial commun, sans pour autant s'immiscer dans les affaires internes des pays membres. Si les principaux ténors de cette remise en cause de la direction de l'UE était Victor Orbán et Andrzej Duda, d'autres dirigeants comme le Premier ministre slovaque Robert Fico, le Président de la Tchéquie Miloš Zeman, le Premier ministre slovène Janez Janša, la Présidente croate Kolinda Grabar-Kitarović ou encore le Chancelier autrichien Sebastian Kurz, avaient rejoint, à des moments différents et pour des périodes de temps variables, les réunions de ce groupe. Les revendications des « Višegradiens » se faisaient de plus en plus entendre dans la mesure où ces pays voulaient peser davantage au sein de l'Union Européenne, comme un véritable contre-pouvoir par rapport au couple franco-allemand<sup>30</sup>.

Toutefois, malgré la consistance de tous ces efforts communs, deux facteurs ont mis à mal l'unité de la plateforme central-européenne. D'abord, le poids des conflits et des différends historiques, surtout en relation avec l'héritage de l'Empire austro-hongrois. Si la question des frontières n'a pas été directement posée, elle est restée en filigrane tout au long de la période postcommuniste et a alimenté une question plus épineuse et plus ouvertement discutée : celle des droits collectifs des minorités ethniques et linguistiques, notamment dans le cas de pays voisins<sup>31</sup>. Toujours insatisfaits par le traitement accordé aux personnes et aux communautés appartenant à la nation ethnoculturelle de la « patrie-mère », dont les effectifs sur le territoire du pays voisin peuvent être plus ou moins considérables, les leaders des PECO se sentent systématiquement obligés d'invoquer cet aspect problématique lors des réunions bi- ou multilatérales avec les autres PECO, ce qui entraîne bien souvent un recentrage des discussions sur les minorités et donc l'abandon des positionnements consensuels.

Et deuxièmement, l'attitude remarquablement différente de la Pologne et de la Hongrie en ce qui concerne la Russie. Traumatisée par son expérience historique, la Pologne et, dans une moindre mesure, la Roumanie et la Tchéquie voient dans la Russie un Etat impérialiste et agresseur de par sa nature. Au contraire, la Hongrie, dont le gouvernement de Viktor Orbán a été encouragé par Moscou dans son action d'éloignement par rapport à l'Union Européenne et aux Etats-Unis, a une perception beaucoup plus neutre de ce que représente la Russie, une perception partagée par la Bulgarie, mais aussi par des pays candidats à l'UE, comme la Serbie<sup>32</sup>. Depuis l'annexion de la Crimée de 2014, la « question russe » est devenue de plus en plus épineuse et n'a pas fait l'affaire du « couple » polono-hongrois, qui était pourtant bien en phase sur la question migratoire. Elle s'est accompagnée des désaccords sur la relation avec les Etats-Unis et la Grande Bretagne, cultivées avec persévérance par Varsovie, mais beaucoup moins prisées par Budapest, qui s'est lancée dans une politique étrangère multidirectionnelle (Chine, Turquie, Russie, Europe, Amériques). Devenue un sujet incontournable au sein du Groupe de Višegrad après la dramatisation des menaces russes sur l'Ukraine et inévitablement après le déclenchement de l'invasion militaire de février 2022, l'attitude à adopter par rapport à Moscou a isolé la Hongrie et, de ce fait, paralysé les ambitions des PECO de peser comme un bloc au niveau européen.

Entamée à travers les débats en marge de la crise migratoire, la montée des formes affirmées et décomplexées d'euro-scepticisme s'est avérée une tendance durable qui affecté l'ensemble de la région à long terme<sup>33</sup>. Il n'est plus question de savoir si l'euro-scepticisme et même l'anti-européanisme sont bien enracinés dans les PECO, mais plutôt d'identifier les mécanismes par lesquels ces phénomènes

---

<sup>30</sup> Dorota Dakowska, « L'Europe centrale à l'heure du repli souverainiste », *Études*, no. 5, 2017, pp. 19-30.

<sup>31</sup> Yves Plasseraud, « Minorités et nouvelle Europe », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1052, no. 6, 2005, pp. 4-18.

<sup>32</sup> V. Pavel Baev, « La Russie et l'Europe centrale et orientale : entre confrontations et connivences », *Russie.Nei.Visions*, no. 97, 2016, pp.1 6-21.

<sup>33</sup> Pour mesurer l'ampleur et les facettes de ce phénomène et approfondir à travers une autre étude de cas, v. Ildiko Otova et Evelina Staykova, *Migration and Populism in Bulgaria*, Abingdon. New York, Routledge, 2022.

pourraient être contenus à un niveau qui puisse permettre l'avancement ou au moins le maintien du projet européen.